

Nouvelles de l'IDE n°35 Décembre 2016

EDITORIAL

La fin de l'année approche et avec elle l'heure des bilans. L'année 2016 fut une année douloureuse pour les enfants et l'application de leurs droits. Quelques 28 millions d'enfants à travers le monde fuient la violence et les conflits qui gangrènent leur pays. Pour certains d'entre-eux, la guerre fut et est toujours le seul contexte qu'ils connaissent : ils sont nés avec elle, grandissent avec elle et tentent autant que possible de survivre avec elle. Traumatisés, il leur faudra, à long terme, beaucoup de soutien médical, psychologique et social pour tenter de devenir ce qu'ils devraient être à savoir des enfants.

C'est sur ce triste constat que, le 11 décembre dernier, l'Unicef (United Nations International Children's Emergency Fund ou Fonds des Nations unies pour l'enfance) célébra ses 70 ans d'existence. Rappelons qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'ONU souhaitait « offrir aide et espoir » aux enfants victimes de la guerre. Soixante-dix ans plus tard, ce message est toujours d'actualité. Est-ce dire que rien n'a changé pour nos enfants ?

Des avancées et des progrès, certes il y en a eu. Le cadre législatif existe : la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant a été ratifiée par tous les pays à l'exception des Etats-Unis ; ses trois protocoles sont en vigueur et le dernier en date, le 3e protocole facultatif concernant une procédure de communication du 14 avril 2014, a été ratifié par 29 Etats, dont la Suisse qui vient d'ailleurs d'accepter sa ratification.

Mais qu'en est-il de l'application concrète des droits de l'enfant sur le terrain ? Un bref coup d'œil sur les chiffres relatifs au droit à l'éducation et à l'accès à la santé, montrent certes des avancées mais également de grands sujets de préoccupations en lien avec la pauvreté, les conflits et le genre.

En matière d'accès à l'éducation, les inscriptions à l'enseignement primaire dans les pays en développement ont atteint 91%. Cependant, ce constat positif doit être tempéré par le fait que 57 millions d'enfants n'ont toujours pas accès à la scolarité, dont plus de la moitié sont des filles. En outre, plus de la moitié des enfants qui ne sont pas inscrits à l'école vivent en Afrique sub-saharienne et 50 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui ne sont pas scolarisés vivent dans des zones touchées par un

conflit. Dans le monde, 103 millions de jeunes n'ont pas acquis les savoirs de base et plus de 60% d'entre eux sont des femmes. ([Objectif 4 de DD](#))

En ce qui concerne la santé des enfants et le taux de mortalité, le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans a baissé et correspond à 17000 décès par jour. Cependant, la proportion des décès est en augmentation en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Quatre décès sur 5 d'enfants ayant moins de 5 ans ont lieu dans ces régions. Le risque de décès est également plus élevé en zone rurale et dans les ménages les plus pauvres. Grâce à la vaccination contre la rougeole, plus de 15,6 millions de décès ont pu être évités depuis 2000. Depuis 2001, les nouvelles infections à VIH chez les enfants ont diminué de 58% et en 2013, 250 000 nouvelles infections au VIH ont été enregistrées chez les adolescents ; cependant, les deux tiers étaient des filles. Le sida est désormais la principale cause de décès chez les adolescents (10-19 ans) en Afrique et la deuxième cause la plus fréquente de décès chez les adolescents à l'échelle mondiale. ([ODD 3](#))

Soixante-dix ans plus tard, force est de constater que les droits de l'enfant restent un privilège accordé à des enfants privilégiés. Les filles, les enfants en situation de pauvreté quelque soit leur lieu de vie, les enfants frappés par les guerres et les enfants de zones géographiques défavorisées sont les laissés pour compte des Etats et des adultes. Qu'attendons-nous pour leur « offrir aide et espoir » ?

Chères lectrices, chers lecteurs, à vous tous je souhaite une année 2017 placée sous le signe de droits pour **tous** les enfants !

Paola Riva Gapany

Dans cette édition des *Nouvelles de l'IDE*, vous en apprenez plus sur les activités nombreuses et variées qui ont occupé l'Institut international des droits de l'enfant entre juillet et décembre 2016. Bonne lecture!

-  [sensibilisation](#)
-  [formation de professionnels](#)
-  [réseau](#)
-  [recherche](#)

SENSIBILISATION

SEMINAIRE D'OCTOBRE



Trois journées intenses, riches intellectuellement comme émotionnellement et totalement multiculturelles (la moitié des nationalités du globe représentées), c'est le visage qu'a pris l'édition 2016 du [séminaire international de Sion](#), événement-phare des activités de sensibilisation de l'IDE exporté

cette année à Genève, au Centre international de conférences (CICG), **du 3 au 5 octobre**.

La Conférence internationale sur la protection de remplacement (alternative care) « *Building on the Momentum* » a été organisée conjointement par l'IDE, l'Université de Genève et un comité de 10 agences internationales dans la suite du travail accompli avec les **Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants**, approuvées par l'Assemblée générale des Nations unies en 2009. Elle a été un grand succès!

Quelque 380 experts, professionnels, universitaires, chercheurs, représentants de gouvernements et jeunes ayant vécu une protection de remplacement ont réfléchi ensemble aux bonnes décisions pour les enfants sans soutien parental ou en risque de le devenir.



Alternant conférences et moments d'échange autour de stands thématiques sur des projets pertinents (« poster sessions »), les thèmes agendés ont permis de se pencher sur la question de manière globale, tout en s'inspirant d'une variété de pratiques locales : principe de nécessité, prévention et soutien aux familles, cadre réglementaire, données et financement privé, enfants handicapés, prévention de l'admission à la protection de remplacement (gatekeeping), prise en charge de qualité, familles d'accueil et foyers pour petits groupes, désinstitutionnalisation y compris des enfants de 0 à 3 ans, formation du personnel et renforcement des capacités, départ du placement.

Seul regret, et à bon entendre: relativement peu de praticiens (ex. assistants sociaux) figuraient parmi les participants.

Sur twitter et ailleurs sur le net, la conférence s'est prolongée au delà de cet espace géographique et temporel avec 152 abonnés au fil [@altcareGva](#) et de multiples tweets envoyés tout du long utilisant le hashtag officiel [#alternativecare2016](#).

Visitez aussi notre [galerie photo](#), ainsi que le [site Internet de la conférence](#) (les présentations des intervenants peuvent y être téléchargées).

JOURNEE DES DROITS DE L'ENFANT

Pour célébrer la **Journée internationale des droits de l'enfant** ainsi que le 27ème anniversaire de la Convention des droits de l'enfant, une matinée de réflexion sur le thème de l'apprentissage du vivre et faire ensemble dans le milieu scolaire sous l'éclairage des droits de l'enfant a été organisée le 16 novembre par l'IDE, le Centre interfacultaire en droits de l'enfant de l'Université de Genève (CIDE) et le Département de l'instruction publique, de la culture et du sport du canton de Genève.

Une trentaine de professionnels de la santé, de l'éducation ainsi que de l'action sociale se sont réunis au Musée d'histoire naturelle de Genève avec pour objectif de débattre sur le respect de tout un chacun grâce aux droits de l'enfant et d'échanger sur les approches méthodologiques ainsi que sur les outils pédagogiques pour promouvoir une éducation démocratique et citoyenne en luttant contre tout type de violence comme le (cyber) harcèlement.

Un **communiqué de presse commun** a été envoyé avec l'association Enfants du monde le 11 novembre.

[Galerie photos.](#)

MATERIEL PEDAGOGIQUE

A l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant, l'IDE a également mis du **nouveau matériel pédagogique** sur les droits de l'enfant à disposition des enseignants et élèves de Suisse, afin de leur permettre de guider la discussion en classe lors de cet évènement (**téléchargement gratuit**). Thème 2016: le harcèlement entre pairs à l'école.

BICENTENAIRE

Le 25 novembre, l'ouvrage « L'enfant en Valais, de 1815 à 2015 », aboutissement de deux ans de recherches sur l'enfance valaisanne dans le cadre de la célébration du bicentenaire de l'entrée du canton du Valais dans la Confédération helvétique a été verni en beauté à la Fondation Gianadda à Martigny. Le public, une centaine de personnes, a pu assister à diverses conférences ainsi qu'aux prestations des étudiants du conservatoire de musique cantonal.



« Beau livre » illustré en 3 imposants volumes, cette publication a été réalisée en collaboration avec la revue Annales valaisannes de la Société d'histoire du Valais romand et peut être commandé sur le [site Internet de la SHVR](#).



Le projet « [L'enfant en Valais de 1815 à 2015 : de Jean-Baptiste le petit chevrier à Ana Luisa, adolescente interconnectée](#) » a été mené par l'IDE en collaboration avec le CIDE.

COLLOQUE DE MAI 2017

Le traditionnel [colloque de mai](#) organisé en collaboration avec le CIDE se déroulera à Berne, les 4 et 5 mai 2017, sur le thème « droits de l'enfant en situations de migration en Suisse ». Il s'adressera aux politiques du niveau national, cantonal, municipal et aux professionnels du domaine, à savoir, entre autres : avocats et juristes, magistrats de la famille et de la jeunesse de diverses juridictions (pénale, civile, tutélaire, etc.), employés des diverses administrations en charge de la migration, médiateurs familiaux, psychologues, médecins, travailleurs sociaux, sociologues, pédagogues, représentants du monde associatif.

La publication des Actes du colloque 2016 sur [Les nouvelles formes de parentalité : le temps du partage... et l'enfant ?](#) est prévue pour début 2017.

GENEVA SUMMER SCHOOL

Sachez encore que les inscriptions sont ouvertes pour l'[Université d'été autour des droits de l'enfant](#), qui aura lieu cette année du 5 au 17 juin 2017, toujours dans le cadre des [Geneva Summer Schools](#) et avec pour titre Children at the Heart of Human Rights (Les enfants au cœur des droits humains).

FORMATIONS

A L'ETRANGER

AFRIQUE DE L'OUEST

Les premiers [Certificats en protection et droits de l'enfant](#) ont été remis le 22 juillet 2016 au Sénégal, à Dakar, en présence de l'Ambassade de Suisse sur place. Le 4 août 2016, à Conakry en Guinée, le

Service social international a organisé une cérémonie de remise des certificats pour les participants n'ayant pas pu faire le déplacement à Dakar.

Au total, 32 participants ont reçu leur certificat, signé par l'IDE et le Centre de formation judiciaire de Dakar, avec la mention « avec la collaboration académique de l'Université de Genève ». Cette formation, qui est une première en Afrique de l'Ouest, a rencontré un vif succès !

PANAMA/AMERIQUE LATINE

Les travaux se poursuivent pour développer et assurer le programme d'une formation en ligne ([Certificat d'études avancées en justice juvénile via e-learning](#)), dans une collaboration IDE, CIDE et Terre des hommes, à partir du Panama. Le premier des 5 modules débutera en mars 2017. Cette formation est destinée aux professionnels engagés dans des interventions liées aux droits des enfants en conflit avec la loi, victimes ou témoins : policiers, procureurs, juges, avocats, personnel des institutions et pénitentiaire, éducateurs, psychologues, médecins (ex. pédiatres, pédopsychiatres), criminologues, professionnels de la migration, chercheurs, etc. La formation s'adresse avant tout à des professionnels d'Amérique latine ou de pays à expression espagnole ; dès lors, la première volée se déroulera en espagnol.

FORMATIONS « DANS LES MURS »

La 9^{ème} volée du [Master of Advanced Studies in Children's Rights \(MCR\)](#) débutera en février 2017 avec une vingtaine de participants.

La 8^{ème} volée du [Master interdisciplinaire en droits de l'enfant \(MIDE\)](#) a débuté cet automne. Les candidatures pour l'année 2017-2018 pourront être déposées dès janvier via le [site internet de l'Université de Genève](#).

Les modules de la 4^{ème} volée du Certificat d'études avancées (CAS) [Enfants victimes, enfants témoins: la parole de l'enfant en justice](#), destiné à des professionnels de l'intervention socio-psycho-judiciaire (protection de l'enfant, médiation, magistrature, police, barreau) continuent de suivre leur cours et ceci jusqu'en mai 2017, puis les étudiants rédigeront leurs travaux de fin de certificat jusqu'en septembre.

FORMATIONS « SUR MESURE »

SENEGAL

Les troisième et quatrième modules de la seconde formation de formateurs en [justice juvénile](#) (FFJJ2) qui a eu lieu au Sénégal sur le modèle de celle réalisée en 2012-2014 ont eu lieu du 18 au 22 juillet à Dakar (thèmes: formation des formateurs, intervention de la police et justice restauratrice) et du 29 août au 2 septembre à Sion, avec une délégation sénégalaise de 14 participants, accompagnés du directeur du Centre de formation judiciaire à Dakar M. Mamadou Diakhate et de Mme Sarah Fall, collaboratrice droits de l'homme à l'Ambassade de Suisse à Dakar. Une représentante

du Département fédéral suisse des affaires étrangères était présente pour leur cérémonie d'accueil.



Durant ce 4ème module préparé par l'IDE, des visites sur le terrain ont été organisées. Réalisées dans plusieurs cantons romands, elles ont couvert tous les champs professionnels de la justice juvénile: institution ouverte et fermée, centre de détention, tribunal des mineurs, bureau de la médiation pénale, brigade des mineurs et commission des droits de l'enfant au barreau de Genève. Dans chaque lieu, les responsables ont réservé un excellent accueil aux visiteurs. A la fin de la semaine, lors de la cérémonie de clôture, tous les participants ont reçu une attestation de participation.



BULGARIE

En Bulgarie, le Ministère de la Justice a demandé à l'IDE de compléter la formation dispensée l'an dernier pour renforcer le système de justice juvénile avec trois modules supplémentaires; sur la formation des formateurs, la médiation pénale juvénile et la question des techniques d'audition de l'enfant. Ces trois modules seront dispensés dans le premier semestre 2017.

SOMALIE

Une cinquantaine de personnes ont participé le 7 novembre à la **journée de réflexion sur les droits de l'enfant en Somalie** organisée conjointement par l'Institut international des droits de l'enfant (IDE) et l'association **RAJO** à Sion. Les besoins énormes en

sensibilisation et en formation pour permettre la mise en œuvre de la Convention des droits de l'enfant, nouvellement ratifiée par un Etat en construction, ont été confirmés par l'ensemble des participants, issus tant du gouvernement que du monde académique, des ONGs ou de la diaspora.



Les organisateurs ont invité les différents acteurs présents à initier un réseau, pour gagner en efficacité. Pour y participer: info@childrights.org

Plus d'informations. [Photos](#).

RESEAU



Alliance pour les droits des enfants migrants
Allianz für die Rechte der Migrantkinder
Alleanza per i diritti dei bambini migranti
Alliance for the rights of migrant children

Le 10 novembre, à l'église réformée évangélique de Berne, l'Alliance pour les droits des enfants migrants a rassemblé autorités fédérales et cantonales, institutions et représentants d'ONGs sur le thème de l'harmonisation de la prise en charge des migrants mineurs non accompagnés en Suisse. Le colloque annuel 2016 de l'ADEM a ainsi été l'occasion de **faire le point** sur les recommandations émises ce printemps par la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS). Lire le compte-rendu paru sur le site de l'ADEM: enfants-migrants.ch

Au mois d'août, l'ADEM a également pris position sur la situation des mineurs non-accompagnés refoulés dans la région de Chiasso (Tessin) et Côme (Italie) au moyen d'un **communiqué aux médias de Suisse**. Les tentatives de suicide de mineurs non-accompagnés hébergés en Suisse révélées par la presse ont également **interpellé l'ADEM**.

Enfin, l'ADEM a participé au symposium international « **Global Migration / Asylum Governance: Advancing the International Agenda** », à Genève (workshop sur les enfants migrants) les 10 et 11 octobre 2016. Ce symposium était organisé par l'Université de Genève, l'Université de Californie Davis et la « *League of European Research Universities (LERU)* ».

RSDE

Le **Réseau suisse des droits de l'enfant**, dont l'IDE est membre-fondateur, a publié à l'occasion du 20 novembre un **bilan 2016** de la mise en œuvre des recommandations (**Concluding observations**) faites par le Comité des droits de l'enfant de l'ONU à la Suisse le 4 février 2015.

A noter que Mme Rahel Wartenweiler a remplacé Mme Stefanie Knocks à la coordination de ce réseau à Berne depuis le 1er novembre 2016.

Au mois d'octobre à Paris, l'IDE a également rencontré au nom du RSDE Mme Avenard, Défenseur des droits de l'enfant en France, pour échanger notamment sur le processus de mise en œuvre des recommandations du Comité des droits de l'enfant.

PRIX VEILLARD CYBULSKI

L'**Association Fonds Veillard-Cybulski** a le plaisir de décerner son prix 2016 au juge Maori Heemi Taumaunu pour son travail pionnier « **L'expérience et les protocoles de fonctionnement de la Cour de Rangatahi** » qui a conduit à la création des tribunaux de Rangatahi en Nouvelle-Zélande. Beaucoup de pays luttent contre le nombre démesuré de minorités ethniques qui comparaissent devant leurs tribunaux pour adolescents et le nombre subséquent de détenus. Ainsi, **le jury a accordé** une importance particulière à une personne - le Juge Taumaunu - qui a poursuivi une idée en dehors des procédures habituelles pour les jeunes délinquants de son pays. Il a introduit un système qui fonctionne particulièrement bien pour les enfants Maoris et leurs familles, qui deviennent ainsi acteurs plutôt qu'étrangers dans les procédures. Ce système a de l'avenir et est actuellement adopté ailleurs.

FONDATION SARAH OBERSON

En 2014-2016, la **Fondation Sarah Oberson** a réalisé une vaste campagne d'information dans les écoles du Valais romand et du Haut-Valais (**rapport d'activités 2015**). Pour conclure cette démarche, la Fondation, amorcée, avec l'aide des étudiants du Master interdisciplinaire en droits de l'enfant (MIDE) de l'Université de Genève, une recherche sur l'impact de cette campagne de sensibilisation.

Par ailleurs, la Fondation Sarah Oberson a entrepris, en collaboration avec la HES-SO Valais-Wallis, une recherche quantitative sur les disparitions d'enfants sur une ou deux années dans le canton du Valais. Objectif: disposer d'éléments pertinents pour continuer

à sensibiliser les autorités sur ce sujet et sur la nécessité d'élargir cette connaissance à l'ensemble du territoire suisse, en instaurant une statistique nationale annuelle et en favorisant les recherches scientifiques.

RECHERCHE

CSDH

Le domaine **Politique de l'enfance et de la jeunesse** et le domaine **Politique genre** du **Centre suisse de compétence pour les droits humains** ont organisé le 30 août à Berne une **conférence sur l'accès à la justice des femmes et des enfants en Suisse**. Une centaine de personnes d'horizons très divers ont assisté au colloque. Le représentant de l'organisation Child Rights International Network (CRIN) de Londres, Leo Ratledge a abordé la mise en œuvre des droits des jeunes et des enfants en exposant certains aspects des lignes directrices du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants et les expériences de divers pays européens dans ce domaine. Lors des deux ateliers qui ont suivi les exposés, les Domaines Politique genre et Politique de l'enfance et de la jeunesse ont présenté les travaux en cours dans cet axe de recherche, avant d'en débattre avec les participants. En ce qui concerne la participation des enfants aux procédures judiciaires, il est ressorti qu'il est nécessaire de mieux sensibiliser et former les acteurs. En particulier, les milieux concernés ne sont pas toujours conscients que le droit de participation de l'enfant garanti par l'art.12 de la Convention des droits de l'enfant va au-delà du droit d'être entendu garanti par la législation suisse et qu'il contraint les autorités à s'intéresser aux souhaits et besoins de l'enfant indépendamment du point de vue de ses parents.

*
*

A vous tous, de chaleureuses festivités et un début d'année dynamique, à même de relever les nombreux défis restants pour respecter les droits des enfants!

*
*
*

L'équipe :

Paola Riva Gapany, Jean Zermatten, Michel Lachat, Daniel Stoecklin, Jean-Henry Papilloud, Aline Sermet, Andressa Curry Messer, Evelyne Monnay, Faustina Desfayes, Elvira Fischer, Marc Zufferey, Alexandra Prince, Zikreta Ukic, Victoria Buchs, Josias Agua Rosada, Marc Zufferey, Theodoor Gerritsen, Frédéric Darbellay, Céline Morisod, Daniel Burnat, Diana Volonakis, Dania Marti, Nathalie Berger, Olga Lucia Poretti, Linda Rodriguez, Ana Miràs, Vanessa Vogel, Christian Ungersboeck, Manuela Salamin, Sandrine Diringbin Bassin, Bizheng Lin, Liu Zhan, Clara Balestra pour la Fondation Sarah Oberson